



ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerra, Paris (14^e). — Téléphone : SUFFREN 62-31

C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

a besoin de ton soutien

- d'abonnements
- de souscriptions
- d'Amis

Voir en 2^e page le règlement du Concours

Contre les lois scélérates et le gaullisme

Forger une nouvelle Direction

COMME l'an dernier, les ouvriers ont été battus après des semaines de luttes glorieuses et de sacrifices. Les mineurs, partis dans un splendide élan qui fit trembler la bourgeoisie, ont été vaincus après huit semaines d'un combat héroïque.

Les causes de la défaite? La répression gouvernementale, les C.R.S. ont certes contribué à diaboliser le mouvement. Mais leur intervention n'a porté que parce que les classes ouvrières n'avaient pas été unies dans le combat.

Elle était tout d'abord divisée par les dirigeants du P.S. et de « Force Ouvrière » qui se sont ouvertement montrés des jaunes au service du capitalisme français. Mais cela aussi n'aurait pas suffi à amener la défaite, car la classe ouvrière n'avait guère confiance en eux.

Elle a été battue parce qu'elle a aussi été divisée par la politique des dirigeants du P.C. et de la C.G.T. Dans les entreprises, les ouvriers dans leur grande masse comprenaient que la grève des mineurs, qui était aussi leur lutte pour le minimum vital et l'échelle mobile, ne pouvait triompher que par un mouvement d'ensemble. Ils attendaient l'ordre de grève générale; certains même se rendirent au Bureau Confédéral pour le lui demander. Ce qui parvint aux usines, ce n'est pas l'ordre de grève générale, mais une lettre de Frachon dénonçant ceux qui

la demandaient comme des « étourdis » ou des agents gaullistes.

Les dirigeants du P.C. et de la C.G.T. affirmaient que les grèves partielles peuvent réussir, que la grève des mineurs soutenue financièrement avait toutes les chances de victoire. Ils préconisaient user la bourgeoisie par la tactique des « grèves tournantes », en fait ils ont usé la combativité ouvrière.

Ce n'est pas une « erreur » qu'ils ont commise. Ils étaient déjà contre la grève générale l'an dernier; ils l'étaient aussi cette année, mais de même dans leur pays en 1947 et 1948. On ne recommande pas la même « erreur » tous les ans et dans tous les pays. Ils étaient, ils sont contre une lutte d'ensemble, car celle-ci — chacun le comprend — ne se bornerait pas à arrêter un véritable minimum vital et l'échelle mobile, elle, balayerait l'Etat bourgeois, elle ouvrirait la voie au pouvoir des travailleurs. Or, les dirigeants stalinien ne veulent pas mettre en cause le régime capitaliste; ils veulent un « gouvernement d'union démocratique », c'est-à-dire une nouvelle combinaison avec les partis bourgeois dans l'Etat bourgeois. C'est pour obtenir un gouvernement de collaboration de classes favorable à la diplomatie de Kremlin qu'ils ont, par la tactique des « grèves tournantes », sacrifié les intérêts immédiats et fondamentaux des travailleurs.

ELLES ne passeront peut-être pas comme le Conseil des Ministres les 4 votes, mais le fond restera le même: atteinte essentielle à la liberté de la presse, suppression pratique du droit de grève dans la plupart des corporations, aggravation de la répression.

Ça n'est pas la défaite des mineurs

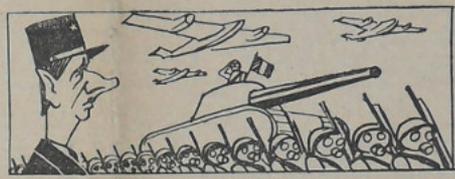
P. F. et des individus et organisations travaillant pour son compte, l'organisation de la réplique immédiate à toute agression gaulliste, la constitution d'organismes ouvriers d'auto-défense (milices ouvrières) car le gouvernement capitaliste ne désarmerait jamais les gaullistes, ce sont les travailleurs qui peuvent seuls le faire.

active soit menée contre les lois scélérates. Il n'y a pas un ouvrier qui ne soit prêt à s'associer à une action d'ensemble de cette sorte.

Cette voie là c'est la seule qui puisse barrer la route à De Gaulle et qui permette aux travailleurs, en ressoudant leur front, de recommencer in lutte pour leurs revendications.

Le Front Unique entre toutes les organisations ouvrières et entre tous les ouvriers qu'ils soient organisés ou non, nationalement, dans les entreprises et dans les quartiers, c'est la voie du salut. Non seulement le gaullisme et la guerre ne passeront pas mais les travailleurs eux retrouveront la voie de la révolution.

Mais pour le réaliser il n'est pas nécessaire d'attendre que les chefs se soient préalablement mis d'accord. Partout où c'est possible — et c'est souvent — les militants ouvriers, quelle que soit leur tendance politique doivent prendre l'initiative d'organiser l'unité d'action contre le gaullisme et contre les lois scélérates.



qui va rendre moins arrogante la bourgeoisie. Elle a trop la certitude de tenir le bon bout, du moins pour le moment.

La direction du P. C. I. a également suivi la direction des organisations ouvrières des mêmes propositions. Elle a, de plus, suggéré qu'une lutte

Et ce sont les dirigeants socialistes qui sont à l'origine de cette scélérate. Des assassins d'ouvriers et les instigateurs des lois anti-démocratiques, voilà ce qu'ils sont devenus au nom de leur anti-stalinisme.

Leur règne ne sera pourtant pas éternel, car ils sont incapables d'écraser vraiment l'avant-garde ouvrière. Un jour ils devront céder la place à meilleur Galliéni qu'eux. Et celui-là ne les épargnera pas.

Celui-là d'ailleurs il se prépare. Ses maîtres n'en veulent pas encore, mais il sent son heure approcher. Ce sont les chefs ouvriers qui lui ont fait son lit. Pas seulement les socialistes et l'Etat fort, mais les stalinien qui ont briqué dans la classe ouvrière vers la grève générale. Laissons encore le parlementarisme de cette pourrisante IV^e République se discrediter un peu plus et nous interviendrons, se dit le Général.

Méthodiquement il prépare sa prise de pouvoir. Le plus et également possible, afin que l'opération ait lieu sans douleur. Il a organisé la classe de la République, il impose sa victoire dans les localités ouvrières en déployant ses forces militaires: officiers de la 2^e D. B., parachutistes, troupes de choc, etc...

Qui lui barrera la route?

Les ouvriers tous unis et seulement eux. De Gaulle lui-même, si possible, afin que la dictature gaulliste signifie: répression, misère, illégalité et guerre.

Mais ils sont désunis et ils ont les mains nues. Ça n'est pas de leur faute. Si Thorez ne leur avait pas dit de rendre leurs armes, aujourd'hui ils les auraient. Mais chaque fois qu'ils le peuvent ils s'entêtent sans aucun parti et ils essaient d'armer leurs poings.

Seulement leurs chefs entretiennent la désunion. Non, on ne nous fera plus jamais le coup de l'unité d'action », s'écrient les dirigeants socialistes, tout plutôt que la C.G.T.K., pendant que la presse stalinienne déclare que la S.F.I.O. et la R.P.F. c'est du pareil au même.

Pour retrouver la voie de l'unité il va donc falloir commencer par l'imposer aux chefs. On ne leur demande pas de se mettre d'accord sur toutes les questions mais de s'unir sur un programme commun pour barrer la route à De Gaulle.

La voie de l'unité

Des militants trotskystes ont proposé, dimanche dernier, aux organisations ouvrières de Puteaux, d'organiser en commun la protection des diffuseurs de la presse ouvrière, la protection des locaux et des responsables ouvriers, l'interdiction de la pénétration gaulliste dans la commune, la défection des membres du R.

Jule's Moch les a mitraillés, les chefs les ont trahis

Ils auront leur revanche

LS sont rentrés sans résultat après huit semaines de lutte. Une lutte qui totalisa plus d'heures de grève que les mouvements de 1920. Pendant huit semaines la faim, les gosses qui réclament, les « commies » qu'on endure, les pickets de grève qu'il faut tenir, les bagarres contre les C.R.S. Et dans quelles conditions ces bagarres. Les mains nues contre les mitraillettes et les bombes lacrymogènes. Comme elles man-

Alors, d'une part on battait la grosse caisse à propos des collets, et d'autre part Frachon condamnait la grève générale au Congrès de la C. G. T. Puis il traitait « d'étourdis et d'agents gaullistes » ceux qui, après l'assassinat du premier mineur, voulaient le mettre en demeure d'organiser.

Ces « étourdis » de mines et des chantiers, ces « agents gaullistes » à 80 francs de l'heure avaient bien, eux, que la seule solidarité efficace, celle pour laquelle il était normal de sacrifier plusieurs journées de travail, c'était la grève générale. La grève générale qui faisant céder le gouvernement devant la classe ouvrière mobilisée assurait avec la victoire des mineurs celle de tous les salariés.

Mais derrière la grève générale se profile l'ombre de la Révolution. Et cela, les dirigeants stalinien n'en veulent pas car ce serait la fin de leur règne en même temps que celui de la bourgeoisie.

Alors, tant pis, la grève pourra lentement et pour sauver la face, pour pouvoir aligner dans l'humanité le nombre des semaines de grève on emploiera tous les moyens. Certes, les menaces de la bourgeoisie à propos de la reprise ne sont plus à démentir. Mais ce qui est vrai c'est que, désespérés de l'isolement dans lequel on les laissait, les mineurs, au bout de cinq ou six semaines, la rage au cœur, se rendaient compte que la reprise sans résultat était inévitable.

Il avait résisté à la véritable terreur que J. Moch faisait régner. L'illégalité était devenue un fait dans les centres miniers, les C.R.S. venaient chercher les ouvriers à domicile. On faisait pression sur les étrangers et les Nord-Africains qui avaient été si ardens dans la lutte. Plus de 3.000 arrestations eurent lieu, rien que dans le Nord, dont près de la moitié de jeunes. Les empoisonnés firent la grève de la faim.

Mais pour faire pression sur ceux qui, écourés et découragés représentaient le travail, les dirigeants responsables de l'échec les traitèrent de jaunes et désertèrent contre eux ceux qui tenaient encore. Aujourd'hui l'Humanité (27-11) et la Fédération du Sous-Sol disent que ces camarades n'étaient pas responsables. En réalité, il y a encore quelques jours, ils utilisaient contre eux la rage impuissante des derniers grévistes, n'hésitant pas à faire battre entre eux des ouvriers qui avaient résisté ensemble aux C.R.S. Du Nord comme de la Loire, des informations nous parvenaient. Des grenades furent lancées dans les maisons de ceux qu'on appelait des « jaunes », du plâtre était disposé sous leurs portes. Voilà à qui sont amenés ceux qui ont peur de la Révolution.

Les mineurs ont semé, la classe ouvrière récoltera

Et aujourd'hui ils doivent récolter sans autre avantage que la reconnaissance de la terreur et des allocations. Autant dire rien.

Un immense découragement s'empara des ouvriers, une tendance à désertier les organisations syndicales va se développer.

Cependant rien n'est réglé, les mineurs et les autres ouvriers croiront de plus en plus (Suite page 4.)



quient ces armes, qu'à l'appel de Thorez, en 1945, les F. T. P. rendirent pour céder la place à ces forces de l'ordre républicain qui tiennent aujourd'hui sur les mines et dans les usines.

Depuis ce jour, les conditions de vie de la classe ouvrière ne permettent pas un tel effort. Et les 350 millions furent à peine atteints en huit semaines.

Les dirigeants stalinien menèrent grand tapage à propos de la solidarité financière. Les magnifiques extérieurement, ils reprochaient sans cesse dans les réunions intérieures qu'elle fut insuffisante. En réalité, pour pouvoir donner hebdomadairement 1.000 fr. à chaque gréviste, il aurait fallu dans le même laps de temps ramasser 350 millions. Tout le monde de sait bien que les conditions de vie de la classe ouvrière ne permettent pas un tel effort. Et les 350 millions furent à peine atteints en huit semaines.

Dependant telle qu'elle fut, et malgré son insuffisance, la solidarité de la classe ouvrière a été remarquable, entre autre en raison de son caractère internationaliste. Nous savons bien quel aspect bureaucratique fut certains envois de fonds venus de l'étranger. Il n'en reste pas moins que ce sont dans la classe ouvrière du monde entier qu'elle fut trouvée à côté des mineurs en lutte. Qu'est-ce qui cela aurait été si l'on avait voulu cette volonté de solidarité sur le terrain de l'action.

Terreur et trahison

Car, en effet, tout ce bruit fait autour de l'effort financier avait pour but de masquer la criminelle tactique d'isolement de la grève. Cependant, si les mineurs avaient été si unanimes pour le déclenchement de la grève, n'est-ce pas que leurs dirigeants leur avaient fait entendre qu'elle serait le signal de la grève générale. Et toutes les corporations d'avant-garde, elles aussi, l'interceptèrent ainsi et étaient prêtes à répondre à ce signal et à entraîner derrière elles l'ensemble de la classe ouvrière.

CONTRE L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie exploite son succès. Elle redouble ses brimades et ses provocations dans les entreprises. Elle fait des marches et sa police frappent à coups redoublés. Elle prépare un arsenal de lois superscélérates qui mettent en cause le droit de grève. Et, sur tout cela, plane plus dangereusement que jamais la menace du gaullisme, de l'Etat fort, d'un régime semblable à celui de Vichy que l'on installe et « démocratiquement », parlementairement pour mieux endormir la vigilance des masses.

Après la défaite que vient de subir la classe ouvrière, il sera plus difficile

DE LA BOURGEOISIE

de se défendre, mais bien n'est encore perdu. Il sera plus difficile de se battre avec un mouvement syndical dispersé et diminué et avec le sentiment que les directions ont trahi. Mais la compréhension des raisons de la défaite donne aussi le moyen d'en éviter de nouvelles et de préparer la victoire pour une étape ultérieure.

Pour se défendre contre l'offensive patronale dans les entreprises, pour s'opposer aux projets de lois superscélérates, pour barrer la route aux bandes gaullistes, il faut commencer par opposer un Front Unique des travailleurs à l'entreprise et dans les quartiers.

UNE NOUVELLE DIRECTION

Les mêmes directions qui, hier, s'opposaient aux travailleurs, l'une avec les armes des C.R.S. et l'autre en refusant d'engager une lutte d'ensemble, ces deux directions se refusent à réaliser un Front unique de défense des intérêts des travailleurs. Comment le faire malgré eux?

Hier, il aurait fallu une nouvelle direction, formée de Comités élus par les travailleurs, pour préparer et diriger la grève générale; aujourd'hui, pour préparer et organiser ce Front unique, il faut une nouvelle direction démocratiquement élue par les travailleurs. Il faut une nouvelle direction ainsi désignée, car les travailleurs ainsi désignent, et avec enthousiasme retrouvent confiance et enthousiasme que si on les appelle à agir non pas pour des objectifs et des buts qu'ils ne comprennent pas, mais pour leurs propres intérêts et seulement pour leurs intérêts. C'est grâce à une nou-

velle direction que pourront se produire des mouvements à l'entreprise, surmontant la division et l'effritement du mouvement syndical. C'est grâce à une nouvelle direction que pourront se produire des mouvements de défense des libertés ouvrières et démocratiques. C'est grâce à une nouvelle direction que pourra être menée une lutte victorieuse contre le gaullisme. Tandis que celui-ci, exploitant le mécontentement général, se place en dehors du régime, les directions de malheur restent sur le terrain de la légalité bourgeoise, d'un régime en pleine décomposition, le terrain de la défaite par avance. Les combats défensifs d'aujourd'hui ne peuvent triompher que s'ils constituent des étapes dans la préparation de nouveaux grands combats destinés à balayer un régime de misère, de dictature et de terreur.

C'est à cette tâche qu'ils ont pris conscience de la politique de désastres des anciennes directions. Pour faire surgir la direction nouvelle qui organisera la défensive ouvrière et qui préparera la victoire finale, joignez vos efforts à ceux du Parti Communiste Internationaliste, à ceux de la IV^e Internationale.

LE BUREAU POLITIQUE.

BARRER LA ROUTE A LA GUERRE

On veut aujourd'hui enfermer les masses dans le dilemme Washington-Moscou. La deuxième guerre mondiale n'est même pas liquidée que déjà on prépare partout fébrilement une troisième hécatombe. Il n'est pas vrai que celle-ci soit à présent inévitable. Ni l'impérialisme américain, ni la bureaucratie de Kremlin sont aujourd'hui prêts à s'engager dans une lutte à mort, bien qu'ils se livrent à des manœuvres diplomatiques à une « guerre froide » dangereuses. Le P.S. s'est mis complètement à la remorque de Washington. Il est prêt à appeler les travailleurs à se battre une troisième fois pour la « dernière guerre » du droit et de la civilisation. Le P.C. même une campagne pour la paix; mais on ne lutte pas contre la guerre, comme le P.C. le prétend, par des palabres avec des prêtres ou des écrivains, pensant que par une politique criminelle, on isole l'avant-garde communiste dans la classe ouvrière et on isole la classe ouvrière de l'ensemble des masses travailleuses. La seule lutte réelle contre la guerre, c'est la lutte de classes pour le renversement du capitalisme, la lutte pour le socialisme, c'est une politique qui permette aux travailleurs de

faire triompher leurs revendications.

Travailleurs,

Des chefs peuvent trahir la cause du socialisme et du communisme, mais la classe ouvrière ne peut pas renoncer au combat pour transformer son sort et celui de la société tout entière.

Quand un parti trahit, il faut que tous les militants ouvriers, qui ont pris conscience de la politique de désastres de leurs forces pour bâtir un nouveau parti révolutionnaire. C'est à cette tâche que les trotskystes se consacrent depuis des années en dépit des calomnies et d'une répression incessante.

C'est à cette tâche qu'ils appellent tous les militants écœurés par la politique du P.C. et de la P.S. Cette tâche demandera des sacrifices, mais incomparablement moindres que ceux que provoquerait la politique de désastres des anciennes directions.

Des abonnements... des Amis pour "La Vérité"

Premier prix du concours de "La Vérité"
Huit jours de vacances en Hollande

Nous avons annoncé la semaine dernière la décision du Bureau Politique du P.C.I. de récompenser les camarades obtenant les meilleurs résultats...

- 2. Ne seront valables pour le classement et les abonnements dont le montant sera parvenu à l'administration de "La Vérité".
3. On devra mentionner à chaque versement de fonds le nom des camarades ayant recueilli les abonnements...

Amis de "La Vérité" Militants du Parti
RETENEZ VOTRE SOIREE du 31 Décembre 1948

L'accueil fait à "La Vérité"

En province aussi, « La Vérité » a été bien reçue. Quantité de camarades, d'amis, de sympathisants nous écrivent pour demander l'envoi de petites quantités de journaux...

Règlement du Concours
1. Le classement se fera par points à raison de:
- 2 points par carte d'Amis de « La Vérité » placée:
- 1 point par cotisation mensuelle d'Amis de « La Vérité » perçue:
- 2 points par abonnement d'un an obtenu (1 point pour un abonnement de 6 mois):
- 4 points pour un abonnement de soutien.

LA VIE DU PARTI

Loire. — La vente de « La Vérité » dans les quartiers prolétariens a repris avec succès. L'organe local du parti « Saint-Etienne Rouge » reparait.

Bouches-du-Rhône. — Les camarades de Tarascon-Beaucaire éditent régulièrement « La Vérité » locale qui paraît tous les quinze jours...

Morne. — La région, qui avait surtout concentré son travail à Châlons jusqu'à maintenant, s'organise à Reims et à Epernay. A Châlons et à Epernay, l'influence du parti s'est accrue dans les entreprises d'ouvriers, lors des dernières grèves.

Bretagne. — En plus de son travail dans les entreprises du bâtiment, à l'arsenal, et parmi les instituteurs, la région a entrepris un gros effort d'éducation politique. Des cours sont régulièrement tenus à Quimper et à Brest dont les résumés ont été diffusés.

Loire-Inférieure. — Nous avons dit que la cellule de Nantes avait repris une sérieuse activité. Maintenant un plan de travail de propagande et d'organisation dans les autres centres prolétariens a été dressé. Déjà le travail a été réorganisé dans plusieurs entreprises.

Nantes. « La Vérité » est vendu le dimanche matin au marché de Bouffay par les militants du P. C. I.

Gironde. — La région repart. Les réunions de cellule ont recommencé à Bordeaux et la diffusion du journal est à nouveau assurée.

Région Parisienne. — Le Bureau de la Région Parisienne a communiqué aux cellules le calendrier des réunions régionales du mois de décembre, afin que les cellules puissent établir le leur en en tenant compte.

Assemblée générale le 5 décembre sur la crise du stalinisme, aux Sociétés Savantes, Salle F. de 14 h. à 19 h.

Le parti se construit. — Le vendredi 26 novembre s'est tenue la réunion mensuelle de sympathisants de la cellule Renault. Cette réunion regroupait une vingtaine de camarades. Après un rapport sur la grève des mineurs, une discussion s'est engagée sur la nécessité de construire le parti chez Renault et la question de l'appartenance à la C.G.T. pour y mener un travail révolutionnaire.

Le numéro 4 de la « Vie du Parti » (décembre) va paraître. Elle ne sera adressée strictement qu'aux camarades, cellules et régions ayant réglé le dernier numéro.

PERMANENCES DU PARTI
Paris: Les lundis, mercredis, vendredis, de 16 à 19 h. et le samedi de 14 h. 30 à 19 h., 19, RUE DUMERGEE Paris (14) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

Saint-Etienne: Le samedi de 18 h. à 19 heures, Café Benoit, place du Peuple.

Les cellules et régions sont priées de nous communiquer sans retard leurs permanences pour insertion dans « La Vérité ».

L'effort produit au sein de notre organisation, nationalement et internationalement, tel qu'il apparaît dans les listes de souscriptions reproduites ci-contre, a atteint et dépassé très sensiblement nos prévisions. Sans se relâcher dans ce domaine — car « La Vérité » est encore loin d'avoir les relais solides — il s'agit maintenant d'accélérer le cadence pour atteindre les autres objectifs fixés.

La campagne d'abonnement, comme le recrutement d'amis de « La Vérité » sont à la traîne au terme de ce premier mois. « La Vérité » ayant cessé de paraître régulièrement depuis bien longtemps, le départ de la campagne ne pouvait évidemment se faire à grande allure. Mais notre régularité de parution depuis le début de novembre doit redonner confiance à nos amis et sympathisants et doit les inciter à nous épauler sérieusement dans notre effort.

Ce que nous leur demandons est simple. Que chacun s'abonne d'abord et fasse s'abonner tous ceux qui, autour de lui, s'intéressent à l'action de la IV^e Internationale. Qu'il devienne ensuite des « Amis de la Vérité », ce qui signifie concrètement: prendre une carte « d'ami » en s'engageant, chacun selon ses moyens, à verser une cotisation mensuelle, petite ou grande.

« L'Ami de la Vérité » fait son possible pour soutenir et défendre partout où il le peut son organe révolutionnaire. Il répand autour de lui les idées et les mots d'ordre du journal, le fait connaître; le diffuse s'il le peut, recrute d'autres « Amis de la Vérité ».

Nous nous proposons, par ailleurs, d'organiser certaines activités propres aux « Amis de la Vérité », telles que des conférences, des réunions de discussion sur des sujets d'actualité ou de doctrine par exemple. Nous prévoyons également de les inviter à certaines manifestations intérieures du P. C. I. Mais c'est aux « Amis de la Vérité » eux-mêmes qu'il appartient, en dernier ressort, de choisir et d'organiser leurs activités.

Dans ce domaine comme sur toutes les autres questions qui peuvent leur être suggérées par la lecture de notre journal, nous invitons instamment nos amis et sympathisants à nous faire connaître leurs critiques et suggestions en même temps qu'ils nous feront bénéficier de leur soutien actif.

A. DURET.

Campagne d'abonnement

Région bretonne, 2.250 francs; Tarascon, 600; Lyon, 400; Oise, 200; Drôme, 200; Cellule Renault, 200; Cellule Chausson, 300; Cellule 13^e, 600; Cellule 15^e, 400; Cellule 17-18^e, 400; Cellule Puteaux-Su-

rennes, 300; Auvergne, G. B., 500; Perrol, 200; Del, 125; Boisuel, 200; Destouches, 200; Total: 7.200 fr.; Total précédent: 2.560 francs. — Total général: 9.760 francs.

Souscription des Amis de « La Vérité »

Lyon: Cartes n° 2654 et 2653, 300 fr.; Bordeaux, 1.000; Strasbourg, 3.000; Loiret, 5.000; Tarascon, 130; Brest, 500; Lyon, 400; Cellule Renault: carte n° 2866, 30; n° 2810, 50; n° 2811, 50; n° 2812, 100; n° 2787, 100; n° 2889, 50; n° 2809, 100; n° 2813, 100; n° 2825, 50; Liste n° 3048: R. 100; J.-R., 50; B., 50; J. Verger, 50;

S., 15; Antoine, 20; un ouvrier, 15; Cellule Champsonnet: Carte n° 2233, 100; Cellule I. T.: Evanhoe, 2.000; Liste 3492; Marchand, 50; Briquet, 30; Martin, 25; Lute 3490; X., 20; X., 170; Graves, 400; Lenfant, 100; Autrot, 500; Total: 14.655 fr. Total précédent: 2.725 fr. Total général: 17.380 francs.

Contribution extraordinaire des militants du P.C.I. (Versements de novembre)
Région lyonnaise, 7.000 fr.; Nantes, 1.330; Oise, 500; Puy-de-Dôme, 50; Région parisienne: Cellule Renault, 1.675; Cellule I. T., 675; Cellule Clichy, 200; Cellule Postiers, 300; Cellule Gnome et Rhône, 200.

600; Cellule 13^e, 200; Cellule 17-18^e, 750; Cellule Champsonnet, 500; Cellule Chausson, 200; Faïls R. P.; Berthelot, 500; Destouches, 100; Charid, 150. Total: 14.330 francs. Total précédent: 26.425 fr. Total général: 40.755 francs.

Soutien international
Comité Exécutif International... Fr. 10.000
Section belge de la IV^e Int... 7.000
Un groupe de camarades anglais... 6.000
Total... 23.000
Total précédent... 47.365
Total général... 70.365

LIBRAIRIE

Brochures du Parti et de l'Internationale
Programme transitoire... Fr. 25
Contre Wall Street et le Kremlin... 25
(Manifeste du Congrès mondial)
Résolutions du Congrès mondial... 100
L'Association de Léon Trotsky... 30
Brochures d'éducation révolutionnaire
L'Etat... 25
Lein 36... 25
Léon TROTSKY:
Staline... 540
Leçon d'Espagne... 50
Ma Vie... 200
LENNINE:
La Catastrophe imminente... 20
Léon:
La question juive... 150
Victor SEGOL:
Portrait de Staline... 100
Destin d'une Révolution... 200
N. CLARION:
Le Glacis soviétique... 210
Jean MALAQUAIS:
Planète sans vis... 425
Jules FÉVRIER:
Paroles... 250
Histoires... 255
Daniel GUÉRIN:
C'est par erreur qu'une ristourne de 10 % a été annoncée, les conventions des libraires nous l'interdisant. Par contre, les envois seront faits franco. Camarade lecteur, pour procurer des fonds à notre parti, adresse toutes les commandes de livres à notre service de librairie.

Le gerant: Jullio Imp. spec. de "La Vérité"

D'abandonons en reniements

Le premier Congrès de l'Action Socialiste Révolutionnaire va se réunir les 11 et 12 décembre. L'A.S.R. avait été constituée en décembre 1947 par des militants de la S.F.I.O. qui voulaient rester fidèles aux principes de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien.

salués et pour composer d'arrière immédiatement l'application des ministres, restables, en licenciant les mineurs inutiles, afin de mieux payer les autres. Dunoyer, Dechezelles, etc., n'ont rien à dire quand Parriot ou Rousseau, ces transfuges du trotskisme, prétendent que l'application du Plan Marshall peut être faite sous le contrôle des ouvriers.

Un avec les Jeunes Socialistes, l'A.S.R. s'était donné pour tâche le regroupement dans un nouveau parti ouvrier « de tous les militants qui avaient compris la nécessité de rompre avec la politique des directions réformiste et stalinienne ».

Le regroupement possible

Sous l'impulsion des grandes batailles ouvrières de novembre 1947, les deux courants évoluent en direction d'un programme révolutionnaire. C'est pourquoi, à cette époque, l'unification avec le P.C.I. était chez eux une question à l'ordre du jour. En décembre 1947, le Comité Central des J.S. déclarait « qu'un obstacle sérieux ne pouvait s'opposer à la construction d'un parti révolutionnaire réunissant les J.S. et le P.C.I. ».

Si le Congrès de l'A.S.R. ne décide pas de rompre nettement avec le R.D.R. et avec le P.S.U., alors tout l'acquis politique de ce qui fut l'A.S.R. sera perdu. Malgré les erreurs commises, il est encore possible de regrouper, dans une même organisation, les militants d'avant-garde qui ont compris que ni la S. F. I. O., ni le P. C. F., ni les rivaux de l'un ou l'autre à la mode R.D.R. ou P. S. U. ne pourront barrer la route à de Gaulle et à la guerre. Il est clair qu'on ne pourra le faire que si on leur montre, dans la propagande et dans l'action, qu'il existe une issue à la situation actuelle en dehors du réformisme et du stalinisme.

Mais la défaite de novembre vient bientôt suivie de la scission syndicale et de l'offensive patronale et gouvernementale. Les dirigeants de l'A.S.R. abandonnant alors leur orientation vers la construction d'un parti révolutionnaire se jetèrent vers le P.S.U., puis vers le R.D.R., puis encore vers le P.S.U., puis à nouveau vers le R.D.R., à la recherche d'un miracle capable de rassembler de larges masses.

Cette issue c'est la construction d'un parti révolutionnaire, en France et dans le monde, et c'est à cette construction que travaillent le P. C. I. et la IV^e Internationale. Le P. C. I. est encore faible, mais il est le seul courant révolutionnaire qui ait réussi à s'encadrer dans certains secteurs de la classe ouvrière. Ni doute que si la fusion A. S. R.-P. C. I. avait été réalisée dès le début de l'année, des résultats encore plus importants auraient été atteints.

« On en sont-ils aujourd'hui? Les délégués au Congrès de l'A.S.R. devront constater l'échec de la politique de regroupement mise en œuvre par leur direction. Le Drapeau Rouge ne paraît plus. Les militants sont restés sans directive au moment des grands combats qui virent d'avoir lieu. L'A.S.R. a perdu en fait ses possibilités d'émettre vers elle les militants socialistes qui abandonnent la S.F.I.O.

La tâche des délégués au Congrès de l'A. S. R. sera de redresser la situation compromise par les erreurs successives de leur direction en ouvrant de nouveau la voie au regroupement révolutionnaire. La première étape de ce regroupement est que la réunion dans une même organisation et sur un même programme des militants du P. C. I. et des militants révolutionnaires de l'A. S. R.

Stalinisme et réformisme de gauche

Mais il y a plus, l'A.S.R. a aujourd'hui dans son sein et particulièrement dans sa direction des éléments pro-staliniens. C'est ainsi que Sautery, responsable syndical de l'A. S. R., a voté au Congrès de la C.G.T. tous les rapports staliniens. C'est ainsi que la Fédération de l'ière s'est associée publiquement à une résolution avec le P.C.F. dans laquelle celui-ci faisait passer tout son programme. C'est ainsi qu'une partie du Comité Central de l'A.S.R. demandera au prochain Congrès la fusion immédiate avec le P.S.U. sur le programme de ce dernier, c'est-à-dire sur le programme du P.C.F.

POUR LES 75 %

Le XIV^e Secteur du M.L.A.J. a décidé de mener une campagne pour obtenir de la S.N.C.F. des billets à tarif dégressif pour les collectivités: 50 % à partir de 5 et 75 % à partir de 10 sous la forme de billets individuels. Il est appelé à toutes les organisations syndicales et politiques pour soutenir son action. Le P. C. I. ayant été contacté par deux de nos camarades membres du M.L.A.J., décide de soutenir le M.L.A.J. dans son action en faveur des 75 %. Il assure le M.L.A.J. de son appui pendant toute la durée de la campagne ainsi que pour toute manifestation, délégation, campagne de presse, etc.

Si un tel courant a pu se développer dans l'A.S.R., c'est que la majorité de la direction de cette organisation a en fait rompu depuis des mois et des mois avec le programme révolutionnaire au profit d'un révolutionnisme verbal et d'un réformisme de gauche. C'est le fait de plus une avec le courant pro-stalinien pour exécuter la tendance révolutionnaire qui proposait le regroupement avec le P.C.I.

Nous félicitons le 15^e secteur du M.L.A.J. de son heureuse initiative en faveur des jeunes travailleurs.

Michèle MESTRE.

En effet, quelle perspective Dechezelles, Dunoyer, Rousseau, etc., qui s'opposent à la liquidation de l'A.S.R. dans le P.S.U., ont-ils à leur organisation? Entrer et s'intégrer dans le R.D.R.

L'échec de ce « Rassemblement » a, de l'aveu même de ses membres, complètement désemparés, qui n'a aucune assise dans les milieux prolétariens et qui n'a pas rassemblé le dixième des immenses masses qui devaient regrouper de sa création, ne leur a pas ouvert les yeux.

Le courant « R.D.R. » de l'A.S.R. se prétend révolutionnaire, mais il n'a rien à dire quand R. Pélissier, dans « La Gauche », conseille aux bourgeois de faire une politique intelligente. Pour sortir les mineurs de leur misère, ce « technicien intelligent » propose de leur accorder quelques augmentations de leur accord quelques augmentations de

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques. Si tu veux être assuré de la lire régulièrement, CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT:

1 an (24 num.) : France et Colonies... 200 fr.
1 an Colonies, par avion:
Afrique du Nord... 300 fr.
A.O.F., Indochine... 440 fr.
1 an Etranger... 350 fr.
Abonnement de soutien A PARTIR de 500 francs.

Depuis 1944, la bourgeoisie française a placé en de Gaulle tous ses espoirs. Elle voit en lui un atout majeur, l'homme providentiel qu'elle souhaite de voir régner le plus tôt possible.

Les crises ministérielles successives ont amené les cercles bourgeois dirigeants à se tourner vers le gaullisme en lui confiant la mission de corser graduellement le régime parlementaire et de préparer son élimination.

La bourgeoisie peut-elle trouver dans le R. P. F. la force politique et militaire nécessaire à cette opération? C'est là une question de premier plan à laquelle nous nous efforcerons de répondre.

LE PROGRAMME

Le programme du R. P. F., comme la personnalité de son chef, reflète exactement les possibilités et les ambitions limitées de la bourgeoisie française décrépite qui n'aspire à rien d'autre qu'à devenir le premier lieutenant en Europe de l'impérialisme yankee.

Rien dans ce programme qui rappelle la démagogie pseudo-révolutionnaire et conquérante du nazisme avant la prise du pouvoir. C'est le programme de la réaction la plus classique; et avant toute chose il faut restaurer l'autorité de l'Etat, renforcer l'exécutif présidentiel, lui attribuer le droit de dissolution des assemblées législatives;

— il faut restaurer l'autorité du patron dans les entreprises;
— il faut « refouler les corps intermédiaires » (c'est-à-dire les syndicats) et mettre fin à « la dictature des Partis »;
— il faut mettre fin à la lutte de classes par le régime de « l'association » qui ferait partager au personnel « les bénéfices et les risques de l'entreprise »;
— « il faut accroître la production

DE GAULLE, candidat

par tous les moyens, notamment par l'augmentation de la durée de travail ». Ce point programmatique très concret formulé pour la première fois par de Gaulle dans sa conférence de presse du 1^{er} octobre est une véritable déclaration de guerre à la classe ouvrière. Mais la presse stalinienne ne l'a pas jugé digne de la moindre mention!

que par la revendication du dépéçement de l'Allemagne de l'Ouest en petits états fédérés.

COMPOSITION DU R. P. F.

Le nombre d'adhérents du Rassemblement est évalué par son chef à 1,5 million. Mais il s'agit d'un groupement politiquement assez hétérogène allant des radicaux traditionnels aux fascistes miliciens en passant par les anciens légionnaires de Vichy. Les cadres politiques et électoraux du Rassemblement ont la même hétérogénéité. C'est sans ardeur que le R.P.F. a tenté au début d'écarter des postes en vue les anciens collaborateurs vichystes et les fascistes avoués en faveur desquels une campagne de réhabilitation a depuis lors été entreprise. Un effort particulier est fait en direction des policiers du M.R.P. et surtout socialistes parmi lesquels le R.P.F. a tenté au début plus ou moins avoués. Soialement le gros du recrutement R.P.F. est constitué par les classes moyennes des villes, les payans s'étant montrés jusqu'à présent et dans l'ensemble assez peu perméables à sa propagande.

Le véritable signe de ralliement et le cri de guerre du gaullisme, c'est l'anticommunisme. Les « séparatistes » doivent être mis hors la loi. Le pouvoir restauré ne pourrait tolérer même une allusion à la désobéissance civique.

Cette base, petite bourgeoisie française ne possède pas le dynamisme redoutable que pouvaient avoir les troupes du nazisme allemand recrutées dans les classes moyennes exaspérées par de longues années de misère, parmi les corps francs de la première guerre et dans les rangs innombrables de chômeurs qui trouvaient en lui un débouché plus ou grandeur il a dû entrer en revendications sur la Rhénanie et sur les colonies italiennes, ne se différenciant timidement de la diplomatie de Wall Street

C'est là le thème central de la propagande stalinienne: le monde est divisé en parti russe et parti américain; toute la question est de s'y préparer en liquidant le parti russe.

Pour cela tous les moyens sont bons: « Si les « séparatistes » entraînaient dans le mouvement « qui donc peut encore le croire que nous serions dans la légalité? »

Si au contraire l'accession au pouvoir du R. P. F. déclenche des grèves « croyez-vous une menace de grève nous ferait reculer? » demande de Gaulle, « Il ne faudrait pas alors hésiter à briser cette résistance ».

A la différence des anciens partis réactionnaires dont il a pris la succession, le R. P. F. ne dispose que d'une marge de manœuvre restreinte dans son agitation chauvine. Avec sa politique de grandeur il a dû entrer en revendications sur la Rhénanie et sur les colonies italiennes, ne se différenciant timidement de la diplomatie de Wall Street

SI TU VEUX LA PAIX PREPARE LA REVOLUTION

DEPUIS des semaines, ils sont installés dans une splendide palais pour organiser la Paix du Monde.

Ça coûtera deux milliards au peuple de France.

Deux milliards pour avoir la paix, cela vaudrait peut-être la peine. Mais ils ne préparent pas la paix, ils organisent la guerre.

Qui sont-ils ces délégués qui prétendent parler au nom des peuples? Comment ont-ils été désignés?

Des bourgeois, des politiciens ou des bureaucrates?

Ils parlent au nom de l'impérialisme mondial ou au nom d'une bureaucratie qui opprime et spolie des millions de prolétaires.

Aucun ne représente les intérêts des classes opprimées et exploitées.

Et pendant que ces « organisateurs de la paix du monde » s'arrachent autour des tapis verts des morceaux d'Allemagne, de Palestine ou de colonie, leurs maîtres fourbissent leurs armes.

Les U.S.A. ont consacré 17 milliards de dollars au budget de la guerre en 1948, la France la moitié de son budget total, et les autres à l'avenant. L'U.R.S.S. et ses satellites suivent la même voie.

Ce coup-là, ils n'auront pas attendu quinze ans pour se préparer à remettre ça. L'autre fait encore rage en Indochine, en Malaisie, en Palestine, en Chine, en Grèce, pendant qu'ils organisent méthodiquement la prochaine.

Comme d'habitude, les chefs socialistes participent activement à la préparation de la nouvelle débauche. En France, dans le Gouvernement de Forzy, en Angleterre à la tête du Gouvernement travailliste, en Belgique, etc., ils œuvrent à la formation du bloc occidental de l'Etat-Major est déjà installé à Fontainebleau.

Le jeu des « Alliances » est presque terminé. Chacun a pris sa place dans l'un ou l'autre camp.

Deux blocs: celui qui veut la guerre pour s'ouvrir de nouveaux marchés (les U.S.A. et ses satellites impérialistes), et celui qui subira la guerre (l'U.R.S.S. et les « Démocraties populaires ») parce qu'il a renoncé à combattre la guerre par la méthode révolutionnaire.

Et pourtant cette guerre, dont le camp impérialiste a tant besoin, il n'est pas possible de la déclencher rapidement.

Pas tellement, parce que les armes ne sont pas assez fourbées, mais parce que la chair à canon n'est pas prête.

Toutes les bombes atomiques, toutes les escadrilles du monde ne pourront jamais remplacer le troufion. Pas de guerre sans soldat.

Or, ce n'est pas le bourgeois qui fait le soldat, c'est l'ouvrier.

Et celui-là, pour l'envoyer à la frontière actuellement, il est midi. Qu'il soit Français, Italien, Allemand, Anglais ou Américain, il n'est pas prêt à revêtir l'uniforme.

Pas à cause de ses souliers de la dernière, mais parce qu'il essaie de se libérer de l'exploitation de sa propre bourgeoisie. Et s'il lui donnait des armes, le bourgeois aurait tout peur que ça ne soit pas son ouvrier d'en face qu'il tire.

Quand le prolétaire américain exige de Truman la abolition des lois anti-grèves, la baisse des prix et la paix, il n'est pas prêt à croire que « mou-

rir pour sa patrie, c'est le sort le plus beau ».

Quand l'ouvrier français ou italien lutte comme un lion contre les files, les C.R.S. et toute la puissance d'Etat, il veut mieux ne pas arrêter ses mains pour qu'il aille tuer son frère, le prolétaire russe.

La guerre, ils la préparent, mais la révolution peut encore lui barrer la route.

Ceux qui croient que la guerre est inévitabile et qui restent à la combatte font le jeu des impérialistes et des marchands de canons.

Et ceux qui croient aux grandes déclarations de principes et aux proclamations de foi, « le monde ne veut pas la guerre », les « hommes de bon vouloir » assurent d'une et se sont aussi complices de la préparation de la prochaine boucherie mondiale.

Car il y a deux camps: le camp de ceux qui ont besoin de la guerre et qui la feront dès que cela sera possible — prétendre leur faire entendre raison, c'est prétendre décrocher la lune — et le camp des victimes qui lui n'a aucun intérêt à la guerre et peut par là même mobiliser toutes ses forces contre elle.

C'est sur ce camp, le camp des prolétaires, — et exclusivement sur celui-là — qu'il faut s'appuyer.

Des pacifistes idéalistes genre « Libertaire » ou bien teintés de pseudo-socialisme réaliste à la mode « Franc-Tireur » (la Guerre des Deux n'aura pas lieu), il en a fleur dans toutes les régions du monde, mais quand le casse-pipe est là, ou ils recourent aux solutions individuelles — y compris l'embuscage — ou bien ils hurlent avec les loups.

Mais il y a une nouvelle variété de pacifisme bien plus dangereuse —

parce que capable d'avoir beaucoup plus d'écho — c'est celle des dirigeants stalinien.

« Le peuple de France ne fera jamais, non jamais, la guerre à l'Union soviétique », vote-t-on dans les usines pendant que Thorez ou Duclos réclament un morceau de Ruhr et les usines allemandes.

Ainsi, au P.C.F. on est pacifiste à l'égard de l'U.R.S.S., mais belliciste à l'égard des travailleurs allemands. Que ceux-ci s'avisent, les armes à la main, de chasser les Krupp, les Thyssen et aussi les capitalistes américains et français qui les surexploitent et la direction stalinienne exigera que l'on envoie outre-Rhin quelques régiments pour apprendre à ces « boches » l'art de la résignation et de l'asservissement.

Et si les prolétaires américains enrégimentés par leur bourgeoisie sont un jour lancés contre l'U.R.S.S., la direction stalinienne les traitera comme elle traita hier les prolétaires allemands.

Non, les prolétaires français ne veulent pas faire la guerre à l'U.R.S.S., mais surtout ils ne veulent d'aucune guerre au profit des impérialistes.

Adopter la position des dirigeants stalinien, c'est déjà accepter l'idée de la guerre.

Mais il y a plus. En s'opposant à la grève générale déclenchée par les travailleurs, et en rendant ainsi impossible le renversement du Gouvernement qui tire sur les travailleurs, les dirigeants stalinien contribuent eux aussi à la préparation de la guerre.

Car chaque échec du prolétariat fait avancer la guerre de chacune de ses victoires la fait reculer. C. MARSAN.

La débâcle de Tchang-Kai-Tchek

La chute de Moukdeï, la plus importante ville de Mandchourie, et la capitulation des armées de Nankin (30 divisions, parait-il, sur les 39 entièrement équipées par les Américains), marquent un tournant décisif dans la guerre civile chinoise.

Mao Tse Toung, le leader du Parti Communiste Chinois qui se trouve à la tête de l'armée des partisans contrôle désormais effectivement toute la Mandchourie et menace sérieusement toute la Chine du Nord.

Tchang-Kai-Tchek et la clique de réactionnaires corrompus qui l'entoure se tournent à nouveau vers Washington, implorent une nouvelle fois le soutien américain.

« Tout le monde se combine pour empêcher la victoire de la Chine », écrit-il [Economic Record], « il ne mon- que de généraux ayant une longue expérience de l'intrigue qui soient maintenant prêts à abandonner le vaisseau en perdition du président Tchong-Kai-Tchek et à négocier avec les communistes ».

Mais les « généraux chinois expérimentés » ne sont pas seuls à penser ainsi: « Les hommes d'affaires américains, écrit-il « Le Monde » du 30 novembre, ont décidé de ne pas quitter la Chine quelle que soit la couleur de son gouvernement. Les directeurs de la Standard Oil de la National City, de la Chase National Bank, de Kodak ont déclaré n'avoir reçu de leurs sièges sociaux respectifs aucune instruction de repli. Au contraire, le porte-parole d'une des principales lignes de navigation américaine a fait ressortir: quel- qu'un doit bien faire des affaires avec les communistes ».

Quelle solution la bourgeoisie chinoise et les capitalistes américains trouvent-ils exactement? C'est difficile de préciser actuellement mais la politique de Mao Tse Toung et du Parti Communiste Chinois éclipse considéra- blement les sens possibles de la solution.

QUE VEUT MAO-TSE-TOUNG? La politique de Mao Tse Toung, tout en épousant maintenant la forme d'une lutte militaire appuyée par les masses paysannes du Nord contre le régime de Tchong-Kai-Tchek, s'inscrit en Chine comme partout ailleurs dans le cadre de l'évolution des rapports Moscou-Washington. Pendant la guerre cette politique était celle d'un appui total à Tchong-Kai-Tchek contre le fascisme. Mais même après la fin de la guerre, les dirigeants stalinien n'ont cessé de flirter avec lui avec son régime en vue de constituer un gouvernement « démocratique » commun. L'aggravation de leurs rapports avec la dictature de Nankin alla de pair avec l'aggravation des rapports Moscou-Washington.

Même à présent les dirigeants stalinien chinois ne dépassent pas dans leur programme et dans leur action le programme d'une révolution bourgeoise démocratique en Chine: réformer agraire au profit des paysans moyens et riches, gouvernement démocratique de coalition.

La « Nouvelle République du Centre-Ouest » publiée les 13 et 14 novembre dernier, des extraits d'une interview de Mao-Tse-Toung: « Si nous essayons de libérer des millions d'êtres au moyen de réformes agraires, de- clara le leader du P.C.C., nous n'avons pas toutefois l'intention d'aller aussi loin que les Soviets: prendre la terre des propriétaires et la distribuer au peuple. Nous n'avons fait dans le passé, je l'avoue. Il ne s'agit plus que de persuader aux propriétaires de re- mener leurs loyers à un chiffre raisonnable, tout en assurant que ces loyers réduits se- ront payés régulièrement par les fermiers ».

Sur le plan politique, Mao-Tse-Toung dé- clara que le Parti Communiste Chinois « ne réclame pas la dictature du prolétariat » et que la forme de Gouvernement proposé par son parti « fait appel aux propriétaires, aux marchands, aux capitalistes et aux petits bour- geois, aussi bien qu'aux paysans et aux ou- vriers ».

En prévision de l'étranger, Mao-Tse-Toung précisait que son Gouvernement accueilli- rait bien volontiers des placements étrangers dans le commerce et l'industrie des zones qu'ils contrôlent ».

Avec une telle politique et de tels chefs pour les diriger, les millions de paysans et d'ouvriers chinois ne se libéreront jamais du joug de leur bourgeoisie et de l'impérialisme étrangers, même s'ils remportent un certain nombre de victoires militaires.

En Chine comme partout ailleurs, la néces- sité d'un nouveau parti révolutionnaire reste posée.

LES DIFFERENTS COURANTS Sur tous ces groupements qui se sont constitués au sein des organisa- tions du P.C. italien à Milan, Turin, Gènes, Rome, etc., nos camarades d'Italie nous indiquent qu'ils sont ca- ractérisés par une diversité de vues extrêmement grande. Il n'y a pas en- core, de la part de ces groupes, de formes d'expression et de formes d'organisation bien nettes.

Nos camarades italiens nous indi- quent également que l'on peut noter les courants généraux suivants: cer- tains et les organisations qui refusent l'incapacité de la direction, mais non à la politique de celle-ci; d'autres voient la cause du mal dans la poli- tique de la direction en Italie, mais comptent sur Moscou et le Komintern pour redresser la situation; d'autres comprennent que c'est Moscou qui a imposé sa politique à la direction ita- lienne et espèrent pouvoir redresser la politique de leur parti; d'autres enfin commencent à comprendre que les partis stalinien ne sont plus les instruments de la révolution prolé- tairienne.

Bien entendu, ces différents point- de vue se croisent au sein des grou- pements qui se sont formés. Une con- fusion extrême y règne. Leur évolu- tion ne fait que commencer. Certains progresseront, d'autres disparaîtront. L'insurrection des militants de la IV^e Internationale peut être décisive dans toute une série de cas.

Pierre FRANK.

DANS LE PARTI DE TOGLIATTI

NOUS avons montré l'étendue de la crise internationale du stalinisme et les divergences politiques qui s'étaient manifestées dans le pays du glacis où cette crise était la plus avancée, c'est-à-dire en Yougoslavie. Nous voulons maintenant donner quelques indications sur les manifestations de cette crise dans le pays d'Europe occidentale où elle est la plus acuite, c'est-à-dire en Italie, en raison du développement plus avancé de la situation politique et aussi du fait que le P. C. italien n'a pas pu, comme le parti stalinien français, construire pendant une illégalité de vingt années de nombreuses cadres moyens et de base puissamment attachés à leur direction.

Si nous procédons à une telle diffé- rence entre pays du glacis et pays d'Europe occidentale, c'est que, par la force des choses, la crise des partis stalinien y a été des évolutions diffé- rentes. En Yougoslavie, il y a d'abord eu la cassure d'organisation retentis- sante avec Staline qui fut suivie de divergences politiques grandissantes. En Europe occidentale, on voit des divergences politiques commencer par- faitement tard, tandis que les ruptures d'organisation sont encore très limi- tées ou pour l'avenir.

La crise du parti stalinien en Ita- lie a reçu une forte impulsion à la suite des événements du 24 juillet der- nier. Lorsque l'attentat contre To- gliatti se produisit, les travailleurs italiens spontanément se soulevèrent dans une grève générale qui, en plu- sieurs endroits, prit une forme insur- rectionnelle. Le mouvement, par son ampleur, effraya les dirigeants stalinien et le Fraccon d'Italie, de Vi- torio, Secrétaire de la Confédération Générale du Travail italienne, donna l'ordre de cesser la grève. Il en ex- pliqua la raison dans une interview à France-Soir (8 août 1948) dans les termes suivants: « Nous avons ter- miné la grève générale parce que nous avions l'impression que, dans quel- ques points, le mouvement échappait à notre contrôle ».

Un parti qui peut prendre le pou- voir et qui ne le fait pas, provoque de graves conséquences en son sein. Dans les organisations du P.C. de la plupart des centres industriels d'Ita- lie, des groupes se constituèrent en opposition à la direction du parti. Le Comité Central du P.C. italien s'est réuni en fin septembre; mais dans les partis stalinien, les décisions ne sont pas faites pour apporter la clarté aux travailleurs. Le Comité Central n'a pas discuté de divergences politiques concrètes, il a dénoncé des « dévia- tions », « l'infiltration stélogique ».

de Gaulle lui-même ajoute: « Les sépa- ratises conservaient leur représenta- tion à l'intérieur de la Démocratie ». Ces affirmations ne convainquent pas le chroniqueur du Monde (4) qui est cette interprète des inquiétudes de la grande bourgeoisie lorsqu'il répond: « On voit mal comment sortir de ce di- lemme: en matière syndicale un gau- llisme modéré serait un gaullisme im- puissant... Des deux fractions du R. P. F., la modérée et autoritaire, c'est P. F. qui a toutes les chances de triompher finalement parce qu'elle correspond à la logique interne du système, au lieu que l'autre la contraire ».

Aucun doute sur ce point: quelle que soit la voie, froide ou sanglante, de son arrivée au pouvoir, la fonction de gau- llisme serait de mener une lutte à mort contre le mouvement ouvrier pour l'écraser. Il entreprendrait immédia- tement l'élimination des centres de ré- sistance les plus actifs: le parti révo- lutionnaire, le parti stalinien, les syn- dicats et les organisations qui refuse- raient d'être embrigadées dans l'Etat. Incapable de relever une économie irrémédiablement décadente, il devrait constituer des syndicats étatiques, promulguer une charte du travail et écri- ver la loi sur toute tentative de ven- dication ouvrière. Le régime de la Grèce de Tsaldaris donne l'image de ce que serait un régime gaulliste: une san- glante dictature militaire et policière qui ne pourrait se maintenir que par une répression sans cesse accrue.

(1) Extraits de l'article de Favre-Bleibtreu dans la Revue « l'Y » interna- tionale n° 10-11.

(2) Le R.P.F. édite un hebdoma- daire « ouvrier » qui, parmi toutes les publications gaullistes se distingue par une démagogie outrancière.

(3) Raymond Aron. Le grand schisme », éd. N. R. F., p. 323.

(4) 7-10-48, chronique de Maurice Duverger.

au pouvoir fort

bourgeois jouissant d'une position rela- tivement favorable dans la crise fran- çaise. Cette réalité sociale s'exprime à travers la presse gaulliste qui adopte volontiers le verbiage du libéralisme petit-bourgeois destiné à flatter les oreilles socialistes.

Ce rassemblement hétérogène est en- core un très médiocre instrument de guerre civile et de profonds remanie- ments qui commencent à se faire jour devant s'y produire pour en faire un arme efficace. Les éléments authenti- quement fascistes de l'avant-guerre ou de l'occupation portent le poids d'un profond discrédit et leur mentalité de vicieux et de clandestins s'oppose à l'ardeur conquérante des nazis alle- mands.

La même faiblesse se manifeste dans les représentations municipales et par- lementaires du gaullisme où les pre- mières manifestations de guerre civile ont causé de profonds remous. Les con- seillers municipaux R. P. F. s'abstien- nent dans de nombreux votes deman- dant la dissolution des groupes armés. Parfois même ils votent pour.

La pénétration du R. P. F. dans la classe ouvrière (2) reste extrêmement limitée en dépit du dégoût croissant provoqué par la politique apparem- ment réauctaristique des dirigeants stalinien de la C. G. T. Les groupes d'entreprise existants ont une vie clandestine, n'inter- viennent pratiquement pas dans la vie des syndicats et de l'entreprise, car la doctrine du R.P.F. ne leur inspire pas l'élan nécessaire pour affronter ou- vertement l'hostilité de leur classe. Il n'en reste pas moins qu'à une étape ultérieure ces groupes seront appelés à

jouer ouvertement un rôle de police poli- tique et de briseurs de grève, et que la lutte doit être engagée sans délai pour leur dénonciation publique et leur élimination.

Lors du débat à l'Assemblée Natio- nale, les premières révélations furent apportées sur les forces militaires du R.P.F. Elles comprennent un service d'ordre de 16.000 hommes, dont 6.000 à Paris et 10.000 en province, organi- sés en groupes de combats auxquels s'ajoutent des groupes de choc dont les effectifs n'ont pas été précisés. L'arme- nement des formations est constitué par des militaires de la 2^e Division Blindée auxquels sont venus s'amalgamer des vétérans des groupes fasciste de l'avant-guerre et de l'occupation.

UN GAULLISME DEMOCRATIQUE?

Des « théoriciens » gaullistes s'appli- quent à démontrer à la bourgeoisie que leur victoire ne signifierait pas néces- sairement la dictature et la guerre ci- vile (3). A ceux qui craignent que « ce que l'Etat gaulliste perdrait par la révocation latente de milliers de citoyens », Raymond Aron, membre du Comité Exécutif du R. P. F. répond: « Je me refuse à cet aveu d'impuissance qui nous accablent à l'alternative du commu- nisme ou du stalinisme de droite ».

Il y a la place pour un « régime d'au- torité modérée. L'Etat serait fort mais non illimité. Partis et syndicats seraient libres, mais non tous puissants. Le parlement légiférerait et contrôlerait, il renoncera à gouverner. L'économie serait orientée, mais non dirigée ». Et

CERCLE LENINE

Vendredi 3 Décembre
à la Mutualité, 8, St-Victor
à 20 h. 30. Métro Maubert.

Le danger de l'Etat fort
par Favre-Bleibtreu

Vendredi 10 Décembre
La crise internationale du stalinisme
par Pierre Frank

Vendredi 17 Décembre
Anarchisme et communisme
par Maurin

Les Amis de « La Vérité » sont
Invités à ces Conférences.

Leçons d'une défaite

En avant, frères de misère, compagnons de lutte, vous êtes vainqueurs de demain ! » Ainsi les dirigeants de la Fédération du Sous-Sol ont-ils closent dans un dernier communiqué la grève des mineurs. Victoire Duguet peut finir par un air de fanfare, cette lutte de huit semaines. Mais aux mineurs, à qui cette bataille coûte des dizaines de milliers de francs, dont plusieurs sont morts, dix centaines blessés, des milliers en prison, peuvant-ils en restant, sans rien avoir obtenu, se contenter de ce « vous serez les vainqueurs de demain ».

Au Congrès de la C.G.T., la minorité révolutionnaire avait proposé le seul moyen d'obtenir le minimum vital, l'échelle mobile, la grève générale.

Mais Frachon, à ce même Congrès, répondait que « l'histoire de l'histoire générale » : « Pourquoi devrions-nous attendre le moment où la classe ouvrière serait prête à faire une grève générale alors que tant de mouvements de grève se déroulent, qui jouent un rôle considérable dans l'évolution favorable des événements. »

Au dernier Congrès du Central du P.C.F., Thorez disait : « Les mineurs ont tenu, ils tiendront, et ils arracheront la victoire », et plus loin : « Cela, d'ailleurs, sans bavardage sur la grève générale. »

Les dirigeants staliniens de toute leur force se sont acharnés à combattre l'idée de la grève générale. Ils pouvaient y avoir échoué, ils auraient pu assurer la victoire des mineurs et de tous les travailleurs. Non seulement ils se sont refusés à la préparer, mais plus encore par une période propagande, ils l'ont combattue, ainsi qu'il est témoin la réponse de Frachon aux métallos que la Vérité a publiée dans son dernier numéro.

Depuis la mi-septembre, les uns après les autres, les couches essentielles des travailleurs furent engagés dans des luttes désordonnées. Mais ils ont dit : pas de grève générale, la classe ouvrière n'est pas prête, les luttes partielles apporteront la victoire. Pourquoi ? C'est encore dans les propos des dirigeants staliniens que nous trouvons la réponse. Ils voulaient un Gouvernement d'union démocratique, c'est-à-dire l'entrée de ministres staliniens aux côtés des ministres de la bourgeoisie. Cette entrée des ministres staliniens devant être la garantie de la neutralité de la bourgeoisie française dans la lutte opposant Washington et Moscou.

Faire pression sur cette bourgeoisie, tenter de lui démontrer en maintenant une agitation permanente qu'il serait impossible à l'efféché capitaliste français de se restaurer sans Thorez, tel était le jeu des staliniens. On sait comment, appuyé par la bourgeoisie mondiale, le capitalisme français a répondu.

Revenons à la dernière question. Thorez et Frachon voulaient simplement collaborer à nouveau avec lui. Donc pas de grève générale qui risquait de se transformer en grève insurrectionnelle, mais seulement des luttes de harcèlement.

Mais les travailleurs qui voulaient la grève générale ont, au cours de ces semaines, commencé à ne plus suivre ces grèves partielles. Les métallos de chez Renault ne voulaient

plus de la « bonne petite grève Renault » et les métallurgistes de la région parisienne ne voulaient plus d'une grève seulement à l'échelle de leur corporation et de leur région. Ils voulaient la grève générale. Et les cadres staliniens, poussés par la base, commencèrent eux aussi à vouloir la grève générale. Alors les dirigeants staliniens, pour obliger ces cadres à plier et suivre aveuglément les directives de l'appareil, se lancèrent dans des actions (navetement à l'Hôtel Mauguin, grève de 24 heures, bagarres pour arrêter les autobus, etc.) limitées et préparées de telle façon que l'avant-garde stalinienne se retrouvait presque seule, isolée du reste des travailleurs.

« Vous voyez, put ainsi dire Frachon, vous êtes seuls, les ouvriers ne veulent pas se battre. La grève générale n'est pas possible. »

Les cadres staliniens furent isolés non parce que les ouvriers ne voulaient pas se battre (les grandes luttes qui ont eu lieu dans toutes les corporations sont là pour répondre), mais parce qu'en se refusant à appliquer la volonté des travailleurs, ceux-ci se détachèrent d'eux, réticents à participer à des actions qu'ils considéraient sans issue.

Les mineurs ont été trahis par leurs dirigeants qui les ont isolés du reste de la classe ouvrière comme ils isolent toute fraction d'avant-garde en lutte.

La lutte reprendra. Mais pour que la classe ouvrière puisse faire face à l'agressivité accrue de la bourgeoisie, il ne faut pas que les militants d'avant-garde se laissent entraîner par leurs dirigeants dans une politique et une action stériles. Il faut qu'ils rompent avec ces directions qui les égarent.

La leçon portera ses fruits. C'est l'avant-garde qui, elle-même, doit constituer la nouvelle direction de la classe ouvrière. Dirigée par des comités, démocratiquement élus et contrôlée par les travailleurs, cette nouvelle direction parviendra à recréer les conditions pour vaincre une bonne fois les bourgeois.

S. LEFRANC.

ILS AURONT LEUR REVANCHE

(Suite de la première page)

de faire et seront reconduits à reprendre la lutte. Et malgré les trahisons des uns et les grèves mobiles des autres, les ouvriers ne sont pas vaincus.

Et malgré ces résultats désastreux sur le moral des ouvriers il y a des choses positives à retirer de cette lutte. Elle aura d'abord révélé l'ampleur de la capacité de combat de la classe ouvrière, mais surtout elle aura mis en lumière, comme ce ne fut jamais fait, la trahison des chefs.

La trahison des social-démocrates déjà évidente est plus que jamais confirmée, tant par les assassinats de Moch-Schidman que par l'action de F.O. qui osa déclarer : « Pas un sou pour les saboteurs de l'économie française. »

Mais de plus, une très large avant-garde de très nombreux militants du P.C.F., a compris que les chefs ne pouvaient pas jouer les Jouxhux ils doivent aussi rejeter les diviseurs, endormeurs à la Frachon.

Ils sauront profiter du repli qui va suivre pour se réorganiser sans les chefs traités, pour préparer des directions autonomes pour leurs prochaines luttes, pour aider à participer à la constitution du Parti Révolutionnaire indispensable à la victoire.

Les guêles noires par leur exemple héroïque, ont semé les fruits de la révolution. La classe ouvrière saura les récolter.

Un ouvrier révolutionnaire

exclu de la C. G. T.

Notre camarade Righetti vient d'être exclu de la C.G.T. chez Klausson. Ainsi Frachon ne s'est pas contenté de calomnier les travailleurs qui voulaient la grève générale, il fait chasser bureaucratiquement de la C. G. T. un de leurs meilleurs défenseurs.

Tant pis si quelques sections syndicales sont par terre. Les dirigeants n'hésiteront devant rien pour empêcher les ouvriers de les juger et de constituer des directions autonomes pour leur prochaine lutte.

Tous les moyens d'intimidation seront employés pour briser toute velléité de résistance et pour effrayer l'avant-garde du P. C. F. qui a prêté l'oreille aux aspirations profondes du prolétariat réclamant la grève générale.

Et le combat contre les « étourdis et les agents gaullistes » n'est pas terminé, bien que les grèves aient pris fin.

On continue de distribuer dans les entreprises la lettre de Frachon. Et une circulaire de l'U. D. du 24 novembre en recommande la diffusion et la discussion dans les usines.

Frachon espère trouver plus d'écho aujourd'hui qu'hier à sa propagande. Il spéculer sur la démolition qui fait suite à l'échec de la grève des mineurs.

Mais toutes les manœuvres et les menaces des dirigeants staliniens ne les réhabiliteront pas.

La lettre de Frachon, il faut la diffuser et la discuter. Les militants

révolutionnaires n'ont pas peur du jugement des ouvriers.

Les militants révolutionnaires ne céderont pas, ils ne quitteront pas la C. G. T. Ils ne permettront pas que les dirigeants staliniens la disloquent après l'avoir conduit dans une impasse.

Les ouvriers comprendront qu'ils doivent garder les révolutionnaires avec eux et se passer des chefs qui entraînent le syndicalisme et la classe ouvrière à la catastrophe.

Voici la lettre que Righetti a adressé au Conseil Syndical de son usine. Elle trouvera pour sa diffusion les mêmes moyens que celles qui ont répandu dans les usines la réponse de la minorité révolutionnaire de la C. G. T. à la lettre de Frachon.

LETTE OUVERTE AU CONSEIL SYNDICAL

Camarades !
SUR l'initiative du Secrétaire syndical, le Conseil Syndical a voté la proposition de mon exclusion de la C.G.T. par 13 voix contre 4 et 1 abstention, et ceci, comme

« AGENT DU PATRON » !

MOTIF : J'ai osé appeler les ouvriers de votre usine (Chausson H) à soutenir la lutte des mineurs, non seulement par des collectes et des grèves partielles, mais par une grève GÉNÉRALE DE TOUTS LES TRAVAILLEURS, que B. Frachon et le Bureau Confédéral se sont refusés, non seulement à déclencher quand il en était encore temps, et que l'ensemble des travailleurs le demandaient, mais encore à préparer et à organiser, laissant au contraire les mineurs s'épuiser dans une trop longue lutte isolée, et aujourd'hui, rentrer sur un défilé dont les effets ne touchent pas seulement les mineurs, mais tous les travailleurs de France.

Dénoncer une telle politique, c'est le devoir de tout militant syndicaliste soucieux de défendre les intérêts des travailleurs. Pour certains camarades, trop aveuglés par leur discipline de tendance, et craignant peut-être les foudres de leurs supérieurs locaux ou centraux, et s'être fait avouer « d'agent du patron ».

Aujourd'hui, c'est en effet jour de fête pour tous les patrons de France et d'ailleurs. Les mineurs sont rentrés battus. Mais qui leur a permis cette réjouissance ? Ceux qui appellent à l'organisation de la grève générale, ou ceux qui ont saboté cette organisation et ont luté contre (voir la lettre de Frachon) ? Les faits répondent. A la suite de la décision du Conseil Syndical, une Assemblée, réunissant une majorité de syndiqués, votait jeudi dernier la proposition d'exclusion par 32 voix contre 7 et 2 abstentions. L'équipe des outilliers, à laquelle j'appartiens, avait auparavant repoussé cette proposition, et s'est soli-

darisée avec les positions qui je défends par 10 voix contre 1 et deux refus de vote.

Ainsi, ces camarades refusaient de s'associer à une manœuvre tendant à écarter d'une organisation syndicale les militants et toutes les tendances ouvrières doivent pouvoir librement s'exprimer, un camarade auquel on ne peut reprocher que d'avoir répondu comme il se doit aux colonnes lancées contre tous les ouvriers de l'usine à l'occasion d'une délégalation unanimement élu pour porter la position des travailleurs de notre entreprise au Bureau Confédéral.

L'Assemblée syndicale, dont il est parlé plus haut, ayant de plus refusé de voter une motion qui demandait contre moi soient exprimées devant l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, et ayant refusé de reprendre à son compte les tracts édités par la section syndicale, en particulier de 14 novembre-décembre 17, et contre les quels j'ai mené une lutte continue et expliquant qu'ils aidaient la politique d'exploitation du patron (production, travail aux pièces, heures supplémentaires, etc.), j'informe les

Une hiérarchie qui divise

En 1945, la hiérarchie des salaires a été fixée par les arrêtés Parodi (2 novembre 1945) dans le Gouvernement de Gaulle. Cette hiérarchie accordant le coefficient 100 au manœuvre ordinaire des métaux montait à plus de 800 pour le cadre supérieur. Elle ne fixait pour les patrons et les cadres que des coefficients minima. Ingénieurs débutants : 185 à 330. Ingénieurs et collaborateurs, position II, classe A : 350 ; classe B : 370 ; position III, classe A : 400 ; classe B : 600. Encore ne prenons-nous que les clas-

sifications courantes des Ingénieurs et Cadres. Certaines classifications montent jusqu'à l'indice 1400 !

Sans être satisfait complètement, les cadres considèrent cette hiérarchie comme acceptable.

Le salaire du manœuvre étant à cette époque de 27 francs de l'heure et d'achat francs suffisant pour 40 heures de travail hebdomadaire, le cadre au coefficient 800 avait un salaire mensuel de 27.600 francs. A cette époque, le salaire vital était de 6.000 francs, ce qui mettait le salaire d'un manœuvre à 45 % du minimum du minimum vital véritable et celui du cadre supérieur à plus de 400 % en dessus.

D. RIGHETTI.

A la conférence des Autonomes

Confusion et équivoque

Nouvelle centrale ou Comité de liaison

L'orientation catastrophique des directions traditionnelles des Syndicats jouthauxistes — a entraîné non seulement un effritement des scissions dans ce qui fut la C.G.T. unique de la « Libération », mais un effondrement effroyable des effectifs syndicaux. Aujourd'hui, on peut malheureusement écrire, sans craindre d'être démenti, que l'immense majorité des salariés n'est plus organisée syndicalement. La C.G.T., la F.O., pour ne parler que des centrales de masse, voient chaque jour leurs effectifs diminuer.

Quand nous réfléchissons à l'expérience de la Fédération de l'Éducation Nationale, la force et le prestige actuels de cette Fédération ne résistent pas tant dans le passage des enseignants à l'autonomie, que dans le fait d'avoir pu préserver par cette position l'unité de toutes les tendances du syndicalisme enseignant dans une seule Fédération. Que tout ne soit pas parfait, loin de là, dans la Fédération de l'Éducation Nationale, rien de plus vrai. Mais la simple comparaison avec les autres Fédérations de Fonctionnaires nous montre que, dans celle-ci, la scission a entraîné un effondrement et une impuissance manifeste.

Tant il est vrai que l'organisation syndicale ne peut vivre et se développer que dans la cohabitation de tous « les salariés qu'elles ont soit les tendances politiques, philosophiques ou religieuses ». Les scissions amènent, qu'on le veuille ou non, la formation de Syndicats d'affinité, donc politiques. (F.O. = Centrale du P.S.; C.G.T. = Centrale du P.C.F.; C.N.T. = Centrale de la Fédération anarchiste, etc...)

Voilà pourquoi nous estimons que

la constitution de la nouvelle Fédération Nationale des Syndicats autonomes qui, qu'on le veuille ou non, représente une nouvelle centrale, donc une nouvelle dispersion, ne peut concourir qu'à un nouvel affaiblissement de toutes les forces syndicales.

Voilà pourquoi nous estimons que la lutte pour l'unité de Front du mouvement syndical, préface indispensable à la reconstruction d'une centrale unique et démocratique, exigeait le maintien d'une coordination des Syndicats autonomes. Est-ce à dire que cette centrale unique peut être réalisée dans un temps court ? Malheureusement non. Le mouvement de la classe ouvrière recule sous les coups des trahisons de ses chefs, mais une nouvelle mort ouvrière, qu'il est du devoir des révolutionnaires de préparer, amènera sous une forme ou sous une autre le prolétariat de ce pays à réaliser la reconstruction de son unité de front.

Regroupement des forces syndicales et syndicalisme R.P.F.

Le représentant de l'Unité Syndicale a abordé nettement, tant en Commission qu'à la Conférence, le problème des Syndicats autonomes de nature R.P.F. En effet, si en général chez les fonctionnaires, les Syndicats autonomes créés ont eu pour but, en préservant au maximum l'unité de toutes les tendances, de rester fidèles aux principes du syndicalisme ouvrier, au contraire nous avons constaté que certains Syndicats autonomes, particulièrement dans les corporations ouvrières, avaient une nature franchement réactionnaire et gaulliste. Il ne s'agit évidemment pas de

procéder à des généralisations trop hâtives, mais certains C.A.S. (Comité d'Action Syndicaliste), comme ceux d'Unic, Simca, etc., sont dirigés par des R.P.F. La simple intervention du représentant de l'Unité Syndicale présentant une résolution Valière-Hoppe-Paul - Lambert, proclamant l'incompatibilité d'appartenance à un cartel d'unité d'action syndicaliste de Syndicats R.P.F., a amené Clément, du Syndicat autonome des conducteurs du métro, à se démasquer comme un gaulliste. De même le représentant du Syndicat autonome de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne a été tenu de se démasquer en déclarant « qu'apolitique, il verrait à prendre position quand de Gaulle prendra le pouvoir. Il verrait alors à collaborer ou non avec son régime ».

Les syndicalistes qui se placent sur le terrain ouvrier devraient exiger comme nous l'exclusion des éléments gaullistes camouflés ou non.

Une résolution fautive qui amène la confusion

Placée devant cette résolution, la Conférence pouvait d'une manière radicale et totale contraindre les gaullistes à se démasquer et ainsi séparer l'ivraie du bon grain. D'autant plus que dans une intervention, Fontenil, de la C.N.T., apportait son appui à quelques réserves prêtes à la résolution Valière-Lambert-R. Paul.

C'est alors que Guilloire, de l'Ecole Emancipée, fit adopter une résolution spécifiant que :

« Le redressement du mouvement ouvrier ne saurait passer par aucun compromis avec ces deux courants

(gaullisme et stalinisme) qui se renforcent l'un l'autre. La lutte contre eux constitue au contraire une tâche essentielle du syndicalisme ouvrier. »

Guilloire, plaçant sur le même plan stalinisme et gaullisme (ce qui est une erreur), déclare ne pas vouloir faire un compromis avec ces deux courants. Ce qui en termes syndicaux signifie ne pas vouloir faire de compromis ni avec les Syndicats R.P.F. ni avec la C.G.T. dirigée par les staliniens. Mais Guilloire fait partie d'une organisation où militent « staliniens », « réformistes », « syndicalistes révolutionnaires ». Pour être conséquent, si Guilloire ne veut pas faire de compromis, il doit demander l'exclusion des « staliniens ». De même, et nous les en félicitons, les « fonctionnaires autonomes » viennent avec la F.E.N. autonome et l'U.G.F.F. « stalinienne » de signer une résolution d'unité d'action pour la défense de leurs revendications.

La résolution Guilloire condamne ce compromis. Pour nous le problème est simple. Autant nous approuvons toutes les formes d'unité d'action entre organisations syndicales ouvrières sur un programme précis, autant nous condamnons avec la dernière énergie avec tout compromis à avec des Syndicats R.P.F. Et c'est la raison pour laquelle nous condamnons la résolution Guilloire et combattons pour que très nettement soient exclus tous les Syndicats R.P.F. et gaullisants de tout regroupement syndical, et pour que soit admise l'unité d'action avec la C.G.T. contre la dictature fasciste.

La lutte contre le stalinisme dans la C.G.T. se situe à l'intérieur du mouvement ouvrier. La lutte contre le gaullisme est un combat de toutes les tendances du mouvement ouvrier contre le fascisme. Et la plus grande critique qu'apportent les syndiqués révolutionnaires aux Jouthauxistes et aux staliniens, c'est que leur orientation fraye la voie à de Gaulle. C'est pourquoi nous combattons pour chasser des postes responsables du mouvement syndical les Jouthaux et les Frachon.

MALLET.

la lutte en un perpétuel état de famine, le cadre s'assurant à chacun des combats ouvriers du maintien d'un pouvoir d'achat francs suffisant ; voilà la réalité de cette échelle hiérarchique.

La C.G.T. repit la défense de cette hiérarchie. Cette défense s'incluant tout naturellement dans sa politique de collaboration de classe et de conquête des éléments petits bourgeois sur la base de leurs propres idéologies. Ainsi, dès l'origine, cette hiérarchie ne jouait réellement qu'à partir de la position I des Ingénieurs et Cadres au coefficient 250. En effet, il est ridicule de parler de hiérarchie des valeurs en dessous du minimum vital réel. C'est comme si l'on parlait de chaleur en dessous du zéro du thermomètre !

Depuis le 2 novembre 1945, les écarts entre les salaires et les prix ne frent que croître.

Ainsi actuellement, et toujours pour Paris, le manœuvre ordinaire est à 10.000 francs mensuel pour 40 heures, tandis que le cadre au coefficient 800 (et nous avons vu qu'il en est de supérieurs encore) est au salaire de 57.000 francs par mois. Malgré tous les « rajustements », le manœuvre est donc à moins de 45 % du minimum vital véritable et le cadre au coefficient 800 n'en reste pas moins à plus de 250 % de ce minimum vital réel.

On mesure quelle peut être l'extraordinaire capacité de division du mot d'ordre de défense d'une hiérarchie tellement odieuse. La conquête d'une prime de l'ordre de 100 francs encore dans le même ordre de cette odieuse et artificielle opposition d'intérêts. Ce serait 3.000 francs par exemple pour le manœuvre et 24.000 francs pour le cadre supérieur, bien souvent instruit du patron ou du Gouvernement (orsqu'il s'agit de la fonction publique). Faire cesser cette division, c'est lutter pour une prime ou un acompte égal pour tous, mais c'est surtout lutter pour le vrai minimum vital à la base et la réduction de l'échelle hiérarchique ramené de 1 à 4 par exemple.

ARAUDE.